

11.11.2025 – 09:36 Uhr

Transports 45: les villes appellent à un large débat

Berne (ots) -

Les villes ont pris connaissance du rapport d'expertise "Transports '45" élaboré par l'EPFZ et présenté par le conseiller fédéral Albert Rösti. Ce document servira de base pour le développement futur des infrastructures de transport. L'Union des villes suisses déplore que des objectifs cruciaux, notamment l'atteinte du zéro émission nette, ne soient pas suffisamment pris en compte lors de la définition des priorités. En effet, seules des approches globales et innovantes permettront de garantir le succès d'une future politique des transports véritablement durable. Les villes plaident donc pour un débat plus large associant non seulement les responsables politiques et les autorités, mais également la communauté scientifique.

Dans le rapport d'expertise "Transports '45", le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) a dressé un état des lieux pour la poursuite du développement des infrastructures dans le domaine des routes nationales, des chemins de fer et du trafic d'agglomération. Suite au rejet par le peuple de l'extension du réseau autoroutier et face aux difficultés de financement du rail, l'Union des villes suisses a soutenu ce projet dans son principe. Elle s'est d'ailleurs engagée avec succès pour que les villes et les communes soient représentées dans le groupe d'accompagnement de l'étude. Toutefois, l'UVS aurait souhaité une participation plus large des principales parties prenantes. Il est essentiel que les connaissances techniques et l'expertise pratique des villes et des agglomérations soient prises en compte de manière transparente, car ces dernières sont directement impactées par le développement de l'aménagement du territoire, des transports et de l'urbanisation.

Le rapport soulève de nombreuses interrogations quant à la hiérarchisation des priorités. Des enjeux tels que l'objectif de zéro émission nette, l'utilisation efficiente du sol et le développement urbain durable semblent avoir été insuffisamment considérés. Cette approche conduit à des résultats incompréhensibles dans certaines villes et régions urbaines. L'UVS déplore notamment le report d'importants projets de transports publics à Bâle ou la dépriorisation du contournement de Berne Est. Dans le domaine du trafic d'agglomération, dont l'importance ne cesse de croître, le report d'importants projets de transports publics soulève également des questions.

L'une des principales conclusions du rapport d'expertise de l'EPFZ est que les nouvelles infrastructures et les augmentations de capacité n'apportent que peu de valeur ajoutée. Selon l'étude, il serait plus pertinent d'exploiter les potentiels d'optimisation technique et opérationnelle existants. Cette conclusion n'a jusqu'à présent guère été prise en compte. L'Union des villes suisses demande que le rapport "Transports '45" serve de base à un large débat sur la manière de développer et d'aménager durablement le système de transport et la mobilité en Suisse. Il convient également de prendre en considération des instruments de régulation tels que la tarification de la mobilité, d'autres systèmes d'incitation à une utilisation efficace des infrastructures et des véhicules, ainsi que le renforcement de la vérité des coûts. Le rapport de l'EPFZ ne traite pas du potentiel de ces instruments.

Les décisions politiques à venir ne doivent pas se fonder uniquement sur un mandat de consultation de l'EPFZ. La discussion doit s'orienter vers l'objectif "Mobilité et territoire 2050" formulé dans le plan sectoriel des transports et aborder des niveaux d'action innovants. L'UVS appelle explicitement l'ensemble des scientifiques suisses spécialisés dans les transports et l'aménagement du territoire à participer activement à ce débat sur la future politique des transports.

Le rapport démontre clairement que les moyens actuellement disponibles dans le cadre du Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) sont insuffisants pour réaliser les aménagements nécessaires. L'UVS se réjouit que le Conseil fédéral fasse élaborer une variante prévoyant des ressources supplémentaires (variante à 24 milliards). Elle attend désormais du Conseil fédéral et du Parlement qu'ils prennent les décisions nécessaires pour mettre en oeuvre cette variante et qu'ils renoncent à toute mesure d'économie dans le FIF et le FORTA.

Le calendrier établi par le DETEC, qui prévoit l'adoption des valeurs de référence du projet mis en consultation par le Conseil fédéral dès janvier 2026, est trop ambitieux. Un tel échéancier ne permet ni une implication adéquate des cantons, des villes et des communes, ni un débat approfondi sur les résultats présentés. L'Union des villes suisses demande que les agglomérations et les villes particulièrement concernées soient associées de manière appropriée dès l'élaboration du projet mis en consultation.

Contact:

Benjamin Fröhlich, responsable de la communication, medien@staedteverband.ch, 031 356 32 44

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100936507> abgerufen werden.